Signez en solidarité - NON à REDD ! Déclaration de la réunion en Amazonie sur les projets de carbone

(Le formulaire de signature a été clôturé le 18 août 2024. Voir la déclaration avec la liste complète des signatures ici***)***

Des membres de peuples autochtones et de communautés paysannes, traditionnelles et d'ascendance africaine des pays de la région amazonienne et d'Amérique centrale se sont réunis du 9 au 11 juillet 2024 dans le territoire autochtone d'Alto-Turiaçu, État de Maranhão, Brésil. **Ils ont appelé les organisations et les mouvements sociaux de la planète à signer une déclaration** qui rejette les projets et programmes de carbone, souvent appelés REDD, dans leurs territoires.

L'objectif de leur réunion était de partager leurs expériences de résistance contre ces projets et programmes et de renforcer cette résistance. La déclaration affirme : « Nous avons conclu que nous nous trouvons devant deux types de projet, d'un côté des projets de mort que promeuvent les sociétés pétrolières, minières, hydroélectriques, d'agrobusiness et de grandes infrastructures, avec l'appui des États, auxquels s'ajoutent maintenant les projets de compensation comme REDD, et de l'autre côté, des projets de vie que nous, les peuples et les communautés, nous développons en respectant et en protégeant nos territoires. »

Conscients que les projets de type REDD constituent une menace pour beaucoup d'autres communautés, non seulement en Amérique latine, mais aussi en Afrique et en Asie du Sud-Est, les participants désirent inviter d'autres organisations, mouvements et collectifs de la base qui sont confrontés à de tels projets dans leurs territoires à signer cette déclaration. Ils invitent également d'autres groupes et organisations à exprimer leur solidarité avec ces luttes afin de renforcer le message à la fin de cette déclaration: **ÇA SUFFIT**, nous disons **NON à REDD**.

Signez la déclaration en remplissant le formulaire. Date limite : 18 août 2024

DÉCLARATION DE REJET DE LA REDD DANS LES TERRITOIRES DES PEUPLES AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES, TRADITIONNELLES ET AFRODESCENDANTES D'AMÉRIQUE LATINE

Alto Turiaçu – juillet 2024

Dans le territoire autochtone d'Alto Turiaçu – Aldeia Ararorenda du peuple Ka'apor, dans l'État de Maranhão, Brésil du 9 au 11 juillet 2024, nous avons tenu notre Première Rencontre des Peuples Autochtones, et des communautés paysannes, traditionnelles et d'ascendance africaine et d'organisations de défense des droits autochtones de divers pays de la région pan amazonienne et de territoires centroaméricains où existent des projets dénommés REDD+ (réduction des émissions

provenant du déboisement et de la dégradation des forêts). Dorénavant, dans la présente déclaration, le terme REDD inclut aussi d'autres programmes créés selon la même logique de REDD (par exemple, les projets de carbone dans les forêts, les projets de solutions basées sur la nature et les programmes REDD territoriaux mis en œuvre par les gouvernements étatiques ou provinciaux ou les gouvernements nationaux).

Après trois jours d'échange d'expériences vécues et d'analyse de ce que le terme REDD+ signifie réellement pour nos peuples et nos territoires, nous avons conclu que nous nous trouvons devant deux types de projets. L'un est le projet de mort, que promeuvent les sociétés pétrolières, minières, hydroélectriques, d'agrobusiness et de grandes infrastructures, avec l'appui des États, auxquels s'ajoutent maintenant les projets de compensation comme REDD. L'autre est le projet de vie que nous, les peuples et les communautés, nous développons en respectant et en protégeant nos territoires.

Étant donné cette situation, nous publions la déclaration qui suit pour que nos frères et sœurs des différents peuples et communautés ne tombent pas dans le piège :

LE PROJET DE MORT DE REDD :

1. Rompt l'unité et l'harmonie de nos peuples et génère des conflits, y compris au sein de nos propres familles et cultures.
2. Menace la vie des femmes, des enfants et des aînés en nous privant des moyens de subsistance dont nous disposons dans nos forêts pour nous alimenter et accéder à l'eau.
3. Criminalise les modes de vie de nos peuples et communautés.
4. Manipule nos dirigeants pour qu'ils signent des contrats sans le consentement de nos peuples.
5. Cherche à obtenir de meilleurs bénéfices économiques pour leur entreprise et encourage la déforestation parce que plus il y aura de déforestation plus le marché sera grand pour les entreprises qui vendent les bons de carbone.
6. S'approprie nos territoires et nous enlève notre autonomie.
7. Tout comme d'autres fausses solutions à la catastrophe climatique, que ce soit « l'exploration de pétrole non conventionnel, » « les biocombustibles, » « les projets miniers responsables, » « l'or vert » ou « la transition énergétique, » REDD est du maquillage vert qui permet aux sociétés de continuer leurs affaires et de contaminer.

De plus :

8. Les mécanismes de compensation, comme REDD, permettent aux sociétés de continuer de polluer et ne réduisent pas les émissions de contaminants.
9. REDD favorise la création de nouvelles aires protégées, y compris avec de nouvelles modalités qui incluent même des aires privées en nous dépouillant et expulsant de nos territoires.
10. Nous rejetons les projets de conservation de la cible 30 x 30 (30 pour cent d'ici 2030) qui touchent nos territoires, alors qu'ils protègent les grandes sociétés.
11. Les gouvernements violent la Constitution et changent les lois qui protègent nos territoires pour faciliter et donner préséance aux sociétés extractivistes et aux projets de type REDD.

Les projets REDD sont des projets de mort parce qu'au lieu de protéger la nature et nos peuples, ils les détruisent.

DANS NOTRE PROJET DE VIE

1. Nous défendons nos territoires, nos rivières, nos sites sacrés, les esprits avec lesquels nous sommes en relation pour qu'ils puissent vivre et que nous puissions vivre nous aussi. Nous défendons nos connaissances ancestrales et notre culture, nos plantes médicinales, les matériaux pour nos habitations et notre artisanat et que nous utilisons pour notre subsistance et nos aliments.

2. Nous exigeons que nos territoires soient reconnus au moyen de titres fonciers et nous luttons pour les obtenir.
3. Nous reconnaissons et respectons le droit de la nature en harmonie avec les peuples.
4. Nous revendiquons l'autogouvernement, l'autodétermination et l'autonomie des peuples.
5. Nous défendons et respectons nos formes de vie, lesquelles garantissent la défense et la protection de nos territoires.
6. Nous exigeons que le droit fondamental au consentement libre, préalable et éclairé et à la consultation soit effectivement appliqué, en respectant le droit de veto, en tenant compte de la Convention 169 de l'OIT et des divers accords et déclarations en matière de droit international.
7. Nous reconnaissons et respectons les savoirs traditionnels en tant que condition fondamentale de la vie.
8. Nous respectons et luttons pour la santé et l'éducation différenciées dans nos langues et cultures.
9. Nous luttons pour des territoires de paix, libres des entreprises et des politiques des gouvernements qui contaminent et détruisent.
10. Nous travaillons pour générer des opportunités pour nos jeunes basées sur nos connaissances et nos savoirs.
11. Nos territoires n'ont pas de valeur économique. Ils sont financièrement inestimables.
12. Nous soulignons le rôle central des femmes dans la défense de nos territoires.
13. Nous exhortons les organismes de droits humains à se prononcer et à agir pour faire respecter les droits territoriaux de nos peuples.

Ils nous tuent depuis la colonisation. Aujourd'hui, ce sont les entreprises pétrolières, minières, de l'agrobusiness, hydroélectriques et d'autres projets d'infrastructures, ainsi que les projets de compensation carbone comme REDD qui, conjointement avec les politiques des États, continuent l'ethnocide de nos peuples, en tuant nos cultures, nos langues, nos identités, nos savoirs et nos connaissances.

ÇA SUFFIT ! Nous disons NON à REDD !

Signataires :
- Coordinadora Nacional de Defensa de Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas CONTIOCAP - Bolivie
- JUMU'EHA RENDA KERUHU - Centro de Formação Saberes Ka'apor, Brésil
- TUXA TA PAME - Conselho de Gestão Ka'apor, Brésil
- Associação das Mulheres Munduruku Wakoborun, Brésil
- Movimento Munduruku Ipereg Ayu, Brésil
- Movimento dos Pequenos Agricultores -MPA, Brésil
- Rede intercomunitaria Almeirim em Ação – RICA, Brésil
- Associação Comunitária dos Trabalhadores Rurais, Extrativistas, Hortifrutigranjeiros da Comunidade Morada Nova do Jarí – APROMOVA, Brésil
- Associação dos Mines e Pequenos Produtores Rurais e Extrativistas da Comunidade de Repartimento dos Piloes-ASMIPPS, Brésil
- Proceso de comunidades negras de Colombia PCN, Colombie
- CORPORACIÓN CLARETIANA NORMAN PEREZ BELLO, Colombie
- TEJIDO UNUMA DE LA ORINOQUIA, Colombie
- Frente Nacional de Pueblos Indígenas -FRENAPI, Costa Rica
- Talamanca por la vida y por la tierra, Costa Rica
- FECONAFROPU, Loreto, Pérou